



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général
Service de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial
Bureau de l'Environnement et de la Concertation Publique**

Réf. : 26-046-FG

**– ARRETE COMPLEMENTAIRE –
A L'ARRÊTE N°15-790-GH DU 28 OCTOBRE 2015 PORTANT AUTORISATION
D'EXPLOITER UN ÉLEVAGE AVICOLE PAR L'EARL DE LA VALLÉE
SUR LA COMMUNE DE HAMELIN**

LE PREFET DE LA MANCHE
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil du 14 novembre 2010 relative aux émissions industrielles et aux émissions de l'élevage (prévention et réduction intégrées de la pollution) dénommée directive IED ;

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres I et V ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 21 mars 2025 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Normandie ;

Vu l'arrêté du 4 août 2021 portant désignation des zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole dans le bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands ;

Vu l'arrêté du 25 juillet 2022 portant délimitation des zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole dans le bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands ;

Vu l'arrêté du 12 août 2024 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Normandie ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 juin 2015 fixant les prescriptions générales applicables aux installations classées ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) Seine-Normandie en vigueur ;

Vu l'arrêté complémentaire n°15-790-GH du 28 octobre 2015, modifiant l'arrêté préfectoral n°99-909-IC du 18 juin 1999 autorisant l'exploitation d'un élevage avicole à Saint-Martin-de-Landelles et Virey ;

Vu la demande présentée le 22 octobre 2025 par l'EARL DE LA VALLÉE dont le siège social est situé à "La Vallée" à HAMELIN, qui sollicite la mise à jour de l'exploitation suite au changement d'exploitant du 13/09/2022, la cessation de l'élevage laitier, la mise à jour du plan d'épandage et le projet de construction d'un bâtiment de stockage de compost de fumier de volailles qu'il exploite à ladite adresse et aux lieux-dits "La Gesonnière - Virey" et "Isambart - Saint-Martin-de-Landelles" à SAINT-HILAIRE-DU-HARCOÛET ;

Vu le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés ;

Vu le rapport du 26 janvier 2026 de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT ce qui suit

- aux termes de l'article L. 512-1 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

- les conditions d'aménagement et d'exploitation définies par le présent arrêté permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

- la demande justifie du respect des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci permet de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

- le plan d'épandage et les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés dans le respect des prescriptions réglementaires et environnementales ;

- les bilans de fertilisation et d'exportation par les plantes ont pris en compte la production d'azote de l'exploitation ;

- les modifications apportées aux installations et au plan d'épandage ne constituent pas des modifications substantielles ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

- A R R E T E COMPLEMENTAIRE -

ARTICLE 1 :

Les articles suivants de l'arrêté préfectoral complémentaire n°15-790-GH du 28 octobre 2015, sont modifiés comme suit :

- article 1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

L'EARL DE LA VALLÉE dont le siège social est situé à "La Vallée" à HAMELIN est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter aux lieux-dits "La Gesonnière - Virey" et "Isambart - Saint Martin de Landelles" à SAINT-HILAIRE-DU-HARCOÛET, un élevage avicole.

- article 2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	Régime	Activité	Critère de classement	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
3660	a	A	Élevage intensif de volailles	Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles	92 900	emplacements de volailles

A : autorisation

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

- article 2.2 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur les communes, parcelles et sections suivantes :

Commune	Lieu-dit	Type d'élevage	Parcelles cadastrales
Saint-Hilaire-du-Harcoët	Isambart - St Martin de Landelles	élevage avicole	ZS 46 47 48 50 51 52 54 et 55
	La Gesonnière - Virey	élevage avicole	ZL 26
Hamelin	La Vallée	élevage avicole	ZC 59

Les installations mentionnées à l'article 2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

- article 22.1 - Identification des effluents ou déjections

L'exploitation produit du fumier de volailles qui est composté.

- article 22.2 - Gestion des ouvrages de stockage ou de (pré)traitement : conception, dysfonctionnement

Les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

L'exploitant dispose d'un hangar de stockage du fumier de volailles, d'une capacité de stockage de 720m², sur le site "La Vallée" à HAMELIN.

Le hangar de stockage permet de produire un compost normalisé.

- article 25.1 - Origine des effluents à épandre

Les effluents à épandre sont constitués de compost normalisé de fumier de volailles.

- article 34.1.2.2 - Suivi longitudinal

Le demandeur réalise un suivi longitudinal des sols par le biais d'analyses de terre.

Ces analyses sont pratiquées sur 5 points fixes à raison d'un prélèvement par an afin de garantir la réalisation d'une analyse tous les 5 ans sur l'ensemble des 5 points de prélèvement.

Afin de permettre une comparaison entre les analyses, les 5 points de contrôle sont identifiés précisément comme suit :

Communes	Références cadastrales	Coordonnées GPS-X	Coordonnées GPS-Y
Saint-Hilaire-du-Harcoët	ZH n°88	1°8'5.3" O	48°34'30.3" N
Saint-Hilaire-du-Harcoët	ZM n°25	1°8'8.9" O	48°34'54.4" N
Saint-Hilaire-du-Harcoët	ZL n°72	1°8'31.8" O	48°34'34.4" N
Saint-Hilaire-du-Harcoët	ZL n°74	1°8'22.4" O	48°34'39.3" N
Hamelin	ZC n°71	1°13'22.7" O	48°32'41.5" N

Les rapports d'analyse comportent une indication précise des coordonnées GPS du lieu de prélèvement.

Les analyses de terre effectuées permettent à minima de suivre les paramètres suivants :

- azote total Kjeldahl et rapport C/N

- pH

- phosphore selon la méthode Olsen.

Les valeurs seuils reprises à l'article 35 permettent de corriger les pratiques de fertilisation.

ARTICLE 2 :

Article 2.1 - Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 2.2 - Délais et voies de recours

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Caen (3 Rue Arthur Le Duc – BP 25 086 - 14050 CAEN cedex 4) :

1°) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2°) Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Article 2.3 - Publication

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de HAMELIN et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de HAMELIN pendant une durée minimum d'un mois. Un certificat d'affichage du maire attestera l'accomplissement de cette formalité.

Une copie de cet arrêté est publiée sur le site internet des services de l'État dans la Manche www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis pendant une durée minimale de quatre mois.

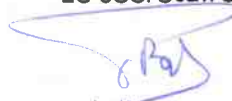
L'arrêté est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 2.4 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le maire de HAMELIN, le directeur départemental de la protection des populations, l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée aux représentants de l'EARL DE LA VALLÉE.

Saint-Lô, le 20 FEV. 2026

Pour le préfet,
Le secrétaire général

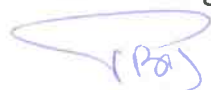


Philippe BRUGNOT

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral du

23 FEV. 2026

Pour le préfet,
Le secrétaire général



Philippe BRUGNOT

Parcelles retenues pour l'épandage et mesures correctives pour les parcelles pouvant présenter des risques

EARL DE LA VALLÉE – HAMELIN

Commune	Références cadastrales	Superficie retenue pour le compost (en hectare)	Mesures correctives
Saint-Hilaire-du-Harcoët	ZS 17 49 53 56	3,38	
	ZH 88	0,62	
	ZL 26	0,85	
	ZL 72 73	13,74	
	ZM 50 53	1,57	2 et 3
	ZM 94	4,94	2
Hamelin	ZC 71	2,26	
Total		27,36	

Total général		27,36 ha	
---------------	--	----------	--

Remarque : les parcelles exclues en totalité en matière d'épandage ne sont pas reprises dans le tableau. Les mesures compensatoires ou correctives proposées dans le dossier de demande restent néanmoins applicables.

En cas d'urbanisation, l'exploitant se mettra à distance vis-à-vis des nouvelles habitations.

- 1 – Épandage uniquement en période de déficit hydrique
- 2 – Maintien du talus en limite aval
- 3 – Maintien en prairie permanente en limite aval
- 4 – Épandage de fumier uniquement
- 5 – Maintien en prairie
- 6 – Travail du sol perpendiculaire à la pente

